

REF. DOSSIER TER-ART-2019-56262-CAS-133498-N9L6V4

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS

TÉLÉPHONE 02.40.67.39.02

MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

OBJET PA - PLU - BONO

A LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le

28 FEV. 2019

BORDEREAU D'ENVOI

Nous vous transmettons, ci-joint le(s) document(s) suivant(s) :

Copie du courrier de réponse de RTE aux services de l'Etat.

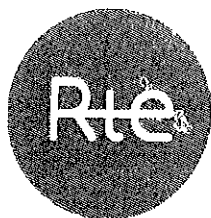
Le Service Concertation Environnement Tiers

Destinataire

Mairie du BONO

Place Joseph Le Clanche

56400 Bono



2

4

VOS REF. SUH/UAE/PL

NOS REF. LE-DI-NTS-SCET-19-URBANISME

REF. DOSSIER TER-ART-2019-56262-CAS-133498-N9L6V4

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS

TÉLÉPHONE 06 99 02 24 06

MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

FAX 0811 101 129

OBJET PA - PLU - BONO

DDTM du Morbihan

Service Urbanisme et Habitat

1, allée du Général de Troadec

BP 520

56019 VANNES CEDEX

À l'attention de : M. Patrick LALY

LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le

28 FEV. 2019

Monsieur le Préfet,

Nous faisons suite à votre courrier référencé ci-dessus et cité en objet, que nous avons reçu le 31 JANVIER 2019. Nous vous informons qu'actuellement aucune installation n'est située sur le territoire de BONO.

Cette information concerne uniquement les ouvrages électriques HTB de RTE. Pour ce qui concerne les réseaux électriques des autres gestionnaires, nous vous remercions de bien vouloir prendre contact avec eux.

Nous sommes à votre disposition pour tout renseignement qui vous serait nécessaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre haute considération.

MAIRE		COURRIER ARRIVÉ LE	DGS	
MG			CCAS	
IF		- 4 MARS 2019	ALSH	
JCL			COMPT	
MFQ		N° : 12	RÉCEP°	
CG			REST°	
CLM		MAIRIE LE BONO	RH	
JYLB			S.TECH	
MARIT			URBA	
Copie faite le				

Le Directeur Adjoint,
Centre Développement Ingénierie Nantes,

David PIVOT

Copie : Mairie de BONO

Centre Développement Ingénierie Nantes
ZAC DE GESVRINE - 6 RUE KLEPER BP 4105
44241 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE CEDEX
TEL : 02.40.67.39.02
FAX : 0811 101 129

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de
surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S. Nanterre 444 619 258



www.rte-france.com



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

92 Pref
98 2019
h

Vannes, le 15 AVR. 2019

Direction départementale des territoires et de la mer
Service Urbanisme et Habitat
Unité Urbanisme et Aménagement Est
Affaire suivie par : Lydia Pfeiffer et Patrick Laly
SUH/UAE/LP/PL
Tél. : 02 56 63 73 83
lydia.pfeiffer@morbihan.gouv.fr
patrick.laly@morbihan.gouv.fr

Le préfet du Morbihan

à

Monsieur le maire
place Joseph Le Clanche
56400 LE BONO

Objet : Avis sur le PLU arrêté de Le Bono

PJ : 4 annexes

Vous m'avez transmis, pour avis, le projet de plan local d'urbanisme de votre commune, arrêté par délibération du conseil municipal du 21 janvier 2019.

Ce projet appelle de ma part les observations qui suivent :

I - Observations concernant la légalité et la sécurité juridique du document

Ces observations doivent vous conduire à modifier le document après réception du rapport du commissaire-enquêteur et avant son approbation afin de respecter la réglementation en vigueur.

A – Prise en compte de la loi littoral

• Capacité d'accueil (article L121-21)

Si le PLU affiche les principes de la loi, il ne précise pas clairement l'impact du projet sur la capacité d'accueil et les mesures compensatoires qui en découlent au travers d'un tableau de synthèse récapitulant les choix retenus, leur impact sur la capacité d'accueil et les mesures compensatoires qui en découlent.

• Coupure d'urbanisation (article L121-22)

Le SCoT du Pays de Vannes identifie deux coupures d'urbanisation sur le territoire de la commune de Le Bono. Le rapport de présentation précise que le PLU tient compte des dispositions du SCoT en préservant ces coupures par des zonages A ou N.

Pour une meilleure lisibilité, celles-ci devront être reportées sur une carte à l'échelle communale, dans le rapport de présentation.

Dans un rapport de compatibilité aux dispositions du SCoT du Pays de Vannes et du SMVM, les secteurs A situés dans les coupures d'urbanisation devront être zonés Ab interdisant ainsi l'implantation de toute nouvelle construction agricole et autorisant seule l'extension limitée de l'urbanisation.

- **Espaces proches du rivage (article L121-13)**

Conformément aux règles d'extension limitée en espaces proches du rivage (cf jurisprudence du conseil d'Etat du 7/02/2005-Soleil d'Or-commune de Menton), l'urbanisation doit s'effectuer en fonction de la densité et de la hauteur du quartier environnant.

Or, le règlement écrit de la zone Uip ne mentionne pas de hauteur, ni de coefficient d'emprise au sol.

Le règlement, en ne respectant pas le principe d'extension limitée de l'urbanisation en espaces proches du rivage, fragilise la sécurité juridique du document de PLU.

- **Bande des 100 mètres (articles L121-16, 17 & 19)**

Dans les secteurs inclus dans la bande littorale des 100 m, les espaces non construits doivent être zonés en zone non aedificandi dans la mesure où ils ne constituent pas des espaces urbanisés au sens de l'article L121-16.

La partie de la parcelle s'avancant vers la mer, située au sud du secteur de Minihiy ne peut ainsi être qualifiée d'urbanisée au regard de la jurisprudence actuelle (arrêt de la CAA de Nantes du 1/06/2015 – commune d'Arzon ; arrêt de la CAA de Nantes du 29/05/2017 – commune de Houat). Cette partie de parcelle devra donc être zonée en zone naturelle.

S'agissant de la bande des 100 m, j'attire l'attention de la commune sur le fait que l'espace urbanisé est considéré au regard des constructions existantes sur le terrain. En cas de démolition de ces constructions, l'espace serait considéré comme non urbanisé où il ne pourrait pas être autorisé de nouvelles constructions, à l'exception des cas de démolition suivis d'une reconstruction à l'identique (même emprise et même volume) dans un délai de 10 ans.

Dans le règlement des zones U, Ac, Ao, et Nds, la mention relative à l'interdiction de construction dans la bande littorale des 100 mètres en dehors des espaces urbanisés **n'est pas conforme à la rédaction des articles L121-16 et L121-17 du code de l'urbanisme**, à savoir :

« Hors espace urbanisé de la bande littorale des 100 mètres, les constructions, extensions de construction existante, installations ou changements de destination sont interdits. Cette interdiction ne s'applique pas aux bâtiments nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau et notamment à l'atterrissage des canalisations et à leurs jonctions nécessaires à l'exercice des missions de service public ».

- **Préservation des espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques (articles L121-23, 24, 25, 26 & 50)**

L'identification et la délimitation du périmètre des espaces devant être protégés au titre de l'article L121-23 du code de l'urbanisme ont été réalisées par l'Etat après étude et ont été notifiées par le préfet à la commune sur un plan au 1/10000 établi le 16/02/2001.

Le PLU a réduit le périmètre Nds, notamment sur les secteurs suivants (cf extraits carte ci-joints) :

- Gumenen-ouest (zone U) (site inscrit & protection ZSC Natura 2000),
- Croix de Lavarion-sud (site inscrit & protection ZSC Natura 2000),
- Mané Guen-ouest (site inscrit & protection ZSC Natura 2000).

Au titre de l'article L121-23 de la loi littoral, ces secteurs relèvent des espaces remarquables et caractéristiques dans lesquels les aménagements sont limitativement énumérés à l'article R121-5 du code de l'urbanisme.

Les emplacements réservés n°9 correspondant à l'aménagement d'une liaison douce vers la chapelle de Becquerel sont situés en espaces remarquables. **En conséquence, cet aménagement ne pourra être ni cimenté, ni bitumé afin de permettre un retour au site à l'état naturel. Seuls des aménagements légers pourront être admis.**

B – Prise en compte des risques

En application de l'article L131-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit prendre en compte les risques. Il doit être compatible avec le SCoT, ce dernier devant lui-même être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI du Bassin Loire-Bretagne, approuvé le 23 novembre 2015.

La commune est soumise au risque de submersion marine, et aux inondations de cours d'eau identifiés dans l'atlas des zones inondables (AZI) du Loc'h et du Sal.

Or, contrairement à ce qui est indiqué (page 87) de l'évaluation environnementale, certaines des zones urbaines sont impactées par le risque de submersion (cabanes des terres-pleins ostréicoles) et, hors zones urbaines, des bâtiments sont situés en zone d'aléa.

Ainsi, le règlement, qui ne prend en compte que le risque de submersion marine, minimise le risque en proposant de ne l'analyser que par rapport au niveau marin centennal (NMC) sans y rajouter le niveau des plus hautes eaux connu (PHEC).

En conséquence, afin de répondre aux conditions de mise en œuvre du PGRI, interdisant les nouvelles habitations en zones de risque important, il conviendra d'ajouter les cartes de l'AZI du Loc'h et du Sal en annexe du règlement et amender le guide d'application du R111-2 en évoquant le duo PHEC/NMC en lieu et place du NMC seul.

II – Conseils et recommandations concernant la cohérence du document

Ces observations visent à vous permettre de compléter la justification et l'argumentaire relatifs aux orientations qui fondent votre projet de territoire communal.

A – Prise en compte de la loi littoral

Espaces proches du rivage

Une carte, page 94 du rapport de présentation, représente en beige, le « tissu urbain ordinaire » et en vert la « frange sud du bourg » située en EPR. La partie sud-ouest du « tissu urbain ordinaire » aurait dû également figurer en vert puisque celle-ci est incluse dans les espaces proches du rivage.

La carte devra être rectifiée en conséquence.

B – Prise en compte des nuisances sonores

L'arrêté de classement sonore des infrastructures de transport routier de la RD101 doit être annexé au PLU (voir pièce jointe).

C – Prise en compte de la qualité des sols

Toute pollution contenue dans le sol constitue, quelle que soit sa nature, une menace dont il convient de s'assurer qu'elle ne présentera pas un risque pour l'homme et pour l'environnement.

La base de données Basias répertorie neuf sites sur le territoire communal, dont trois sont encore en activité. Les sites abandonnés devront être mentionnés au document graphique, notamment le site d'une ancienne décharge sauvage sur le village de Rohel retenu comme secteur urbain à densifier.

Dans le cas où les terrains concernés seraient intégrés à une opération d'aménagement, il conviendra de s'assurer que la qualité des sols est compatible avec l'usage envisagé.

D – Règlement écrit

Dispositions générales

Le titre 18, faisant référence au stationnement des deux roues, pourrait utilement être complété par la règle nationale définie par l'arrêté du 13 juillet 2016 relatif à l'application des articles R 111-14-2 à R 111-14-8 du code de la construction.

Pour toutes les zones concernées, les articles relatifs à la desserte par les réseaux souples (électricité, téléphone ...) dont la réalisation est prévue en souterrain seront complétés par « *ou selon la technique définie par le distributeur* ».

Le règlement écrit des zones agricoles et naturelles devra préciser que les extensions des habitations seront réalisées selon les règles de réciprocité définies à l'article L111-3 du code rural.

E – Numérisation des documents d'urbanisme

L'ordonnance du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique fixe les modalités de la numérisation obligatoire au format CNIG et précise que les collectivités locales sont tenues de mettre en ligne leurs documents d'urbanisme après révision ou élaboration.

Le Géoportail de l'urbanisme sur lequel ces publications seront obligatoires au 1^{er} janvier 2020 permet, dès à présent, cette mise en ligne.

Conclusion

J'émet un avis favorable au projet de PLU, sous réserve de la prise en compte des observations énoncées au chapitre I du présent avis.

Par ailleurs, je vous invite à analyser les éléments au chapitre II ainsi que l'annexe « lisibilité du document » qui permettront de compléter ou justifier les éléments de votre projet.

Vous pouvez, dès à présent, soumettre le projet de PLU, accompagné du présent avis, à l'enquête publique selon la procédure adéquate.

Le préfet

Par délégalion,
Le secrétaire général

Cyrille LE VELY

ANNEXES

Lisibilité des documents

I - Règlement écrit

Dispositions communes à toutes les zones

- Dans un souci de protection de la qualité de l'air extérieur et de prévention des maladies respiratoires, il est souhaitable de porter une attention particulière à l'implantation d'espèces fortement allergènes. Ainsi, le projet du règlement écrit, qui s'intéresse notamment aux clôtures et aux plantations, pourrait être complété par la phrase suivante : «Il est recommandé d'utiliser des espèces non allergisantes ou réputées peu allergisantes pour la réalisation des haies ou des massifs».

II - Tableau des servitudes

- servitude I4

L'adresse indiquée dans le tableau des servitudes est erronée.

Les consultations pour ces réseaux sont à réaliser auprès de :

ENEDIS – Service DT DICT

64, boulevard Voltaire – BP 90937

35009 Rennes Cedex

- servitude EL9

La SPPL a été instituée sur la commune de LE BONO par l'arrêté préfectoral du 2 mai 1990 conformément à la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Le tracé de la servitude EL9 est à corriger. En effet la servitude de passage des piétons le long du littoral a été annulée pour ce qui concerne la parcelle AT001 située au lieu-dit le Rocher. Cette servitude ne doit pas être indiquée sur cette parcelle. Le reste de la servitude est à conserver (voir annexe).

Le tableau des servitudes rectifié est joint en annexe.

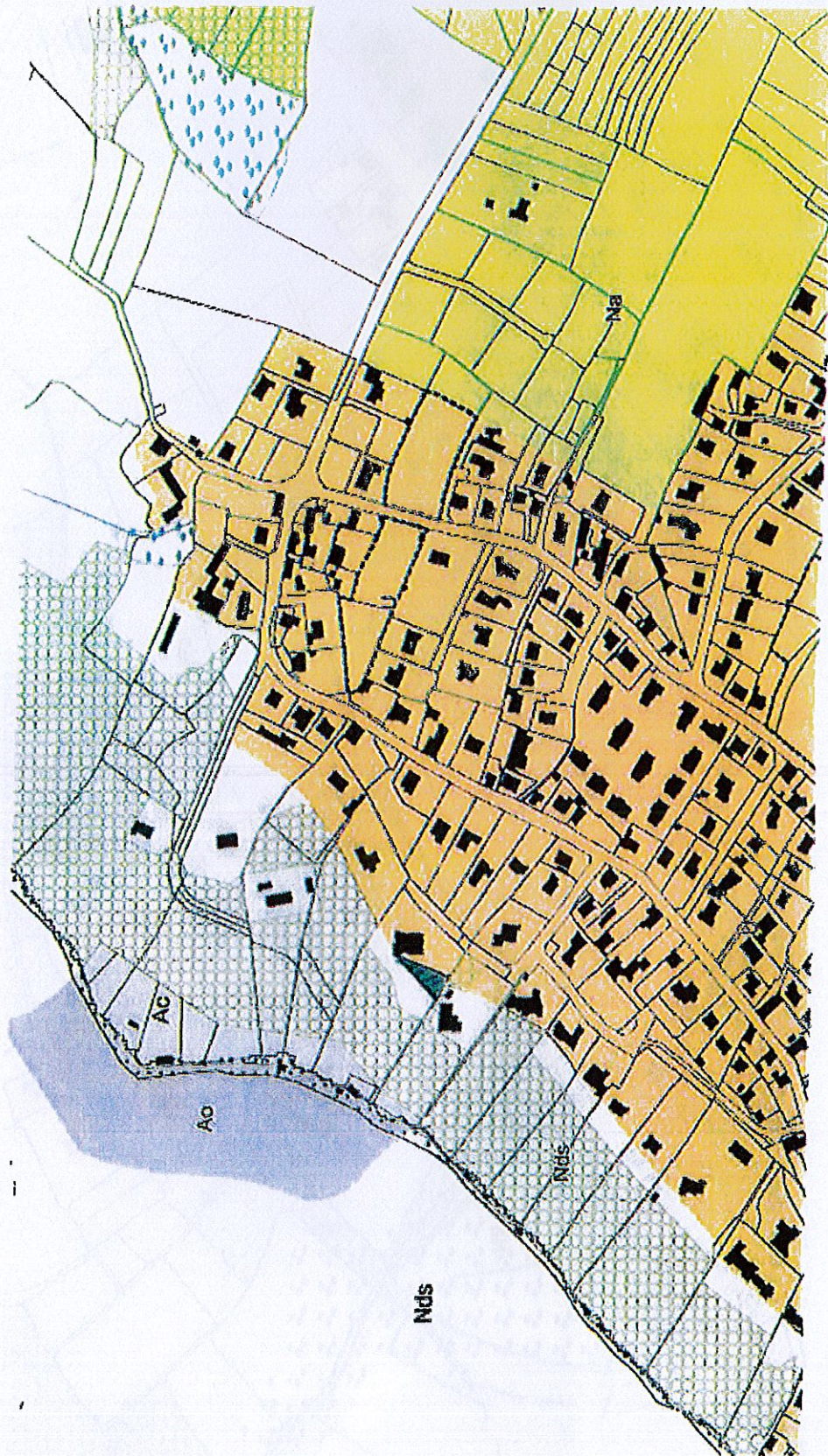
Commune de Le Bono

ANNEXES

- Réduction du périmètre NDS
- Arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport routier
- Tableau des servitudes d'utilité publique
- Partie de la servitude EL9 annulée

Réduction du périmètre Nds

LE BOND / Guemene



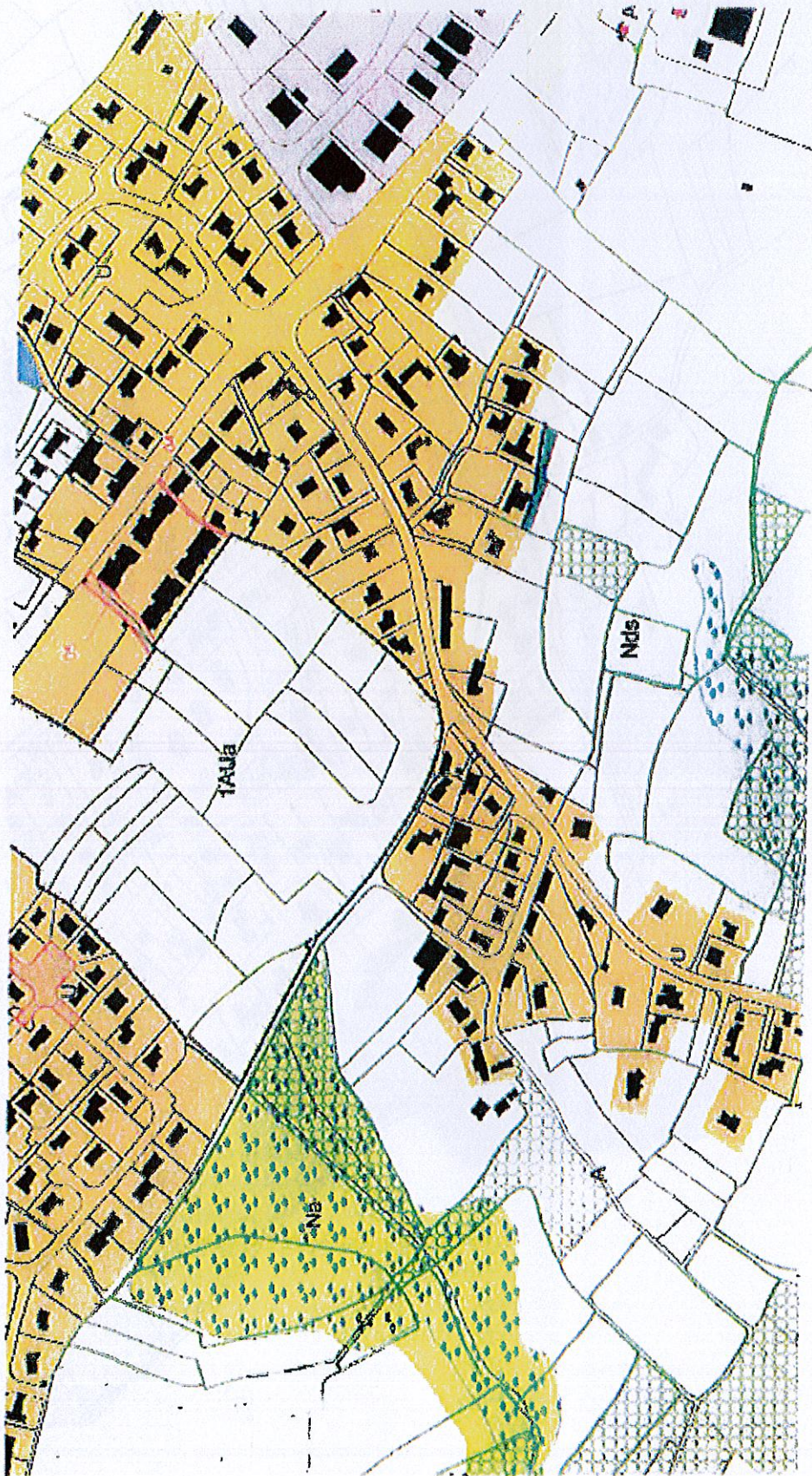
Nds

Nds

Nds

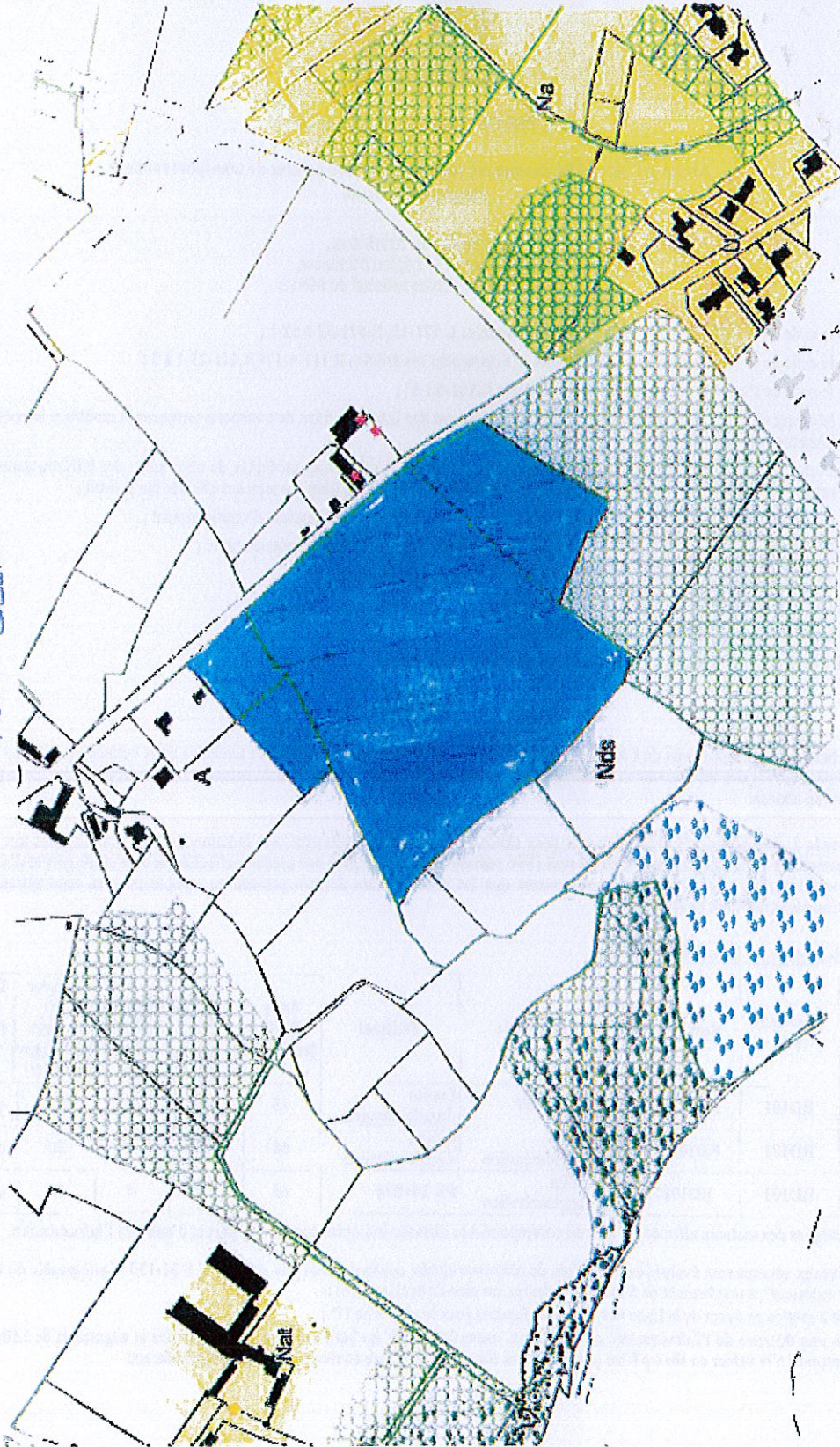


Le Bono / Croix de
Lorraine



LE DONO

MAINE GLEN



Nat





PRÉFECTURE DU MORBIHAN

**Arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport routier
Commune du Bono**

**Le préfet du Morbihan,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.571-10, R.571-32 à 52-1 ;
Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.111-4-1 et R.111-23-1 à 3 ;
Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R.151-53-5° ;
Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'arrêté du 30 mai 1996, modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;
Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;
Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;
Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les hôtels ;
Vu l'avis des communes consultées le 11 août 2017 ;
Vu l'avis du Comité Bruit réuni le 19 juillet 2016 ;
Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRÊTE

Article 1. Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables sur le territoire de la commune du Bono aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 2. Les tableaux suivants donnent, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons ainsi que les niveaux sonores que les constructeurs doivent prendre en compte pour la construction de bâtiments inclus dans ces secteurs.

Voirie située sur la commune du Bono

Type de voie	Nom de la voie	Nom du tronçon	Débutant	Finissant	Laeq 6h-12h [en dB(A)]	Laeq 22h-6h [en dB(A)]	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit ^(*)	Type de tracé (ouvert ou en "U")
RD	RD101	RD101C3T1-1	PR 13+037	Limite d'agglomération	73	64	3	100	ouvert
RD	RD101	RD101C3T1-2	Limite d'agglomération	Limite d'agglomération	68	60	4	30	ouvert
RD	RD101	RD101C3T2	Limite d'agglomération	PR 14+894	68	60	4	30	ouvert

^(*) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance indiquée, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée et augmentée de 3dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade.

L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de mes en U et de tissu ouvert sont définies dans la notice citée précédemment.

Article 3 : Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé et les hôtels à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé par les arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 25 avril 2003 sont annexées au présent arrêté.

Article 4 : Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan et affiché pendant un mois minimum à la mairie du Bono. Il sera tenu à la disposition du public à la direction départementale des territoires et de la mer et à la préfecture du Morbihan et en mairie. Il sera accessible sur le site internet des services de l'Etat dans le Morbihan (<http://www.morbihan.gouv.fr>).

Article 6 : Le présent arrêté est applicable à compter des publicités mentionnées à l'article 5.

Article 7 : Le présent arrêté exprime abrogation de l'arrêté du 1^{er} décembre 2003 portant classement sonore des routes départementales du Morbihan pour la seule partie dudit arrêté concernant spécifiquement la commune du Bono.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le maire de la commune du Bono, le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vannes, le 09 MAI 2010

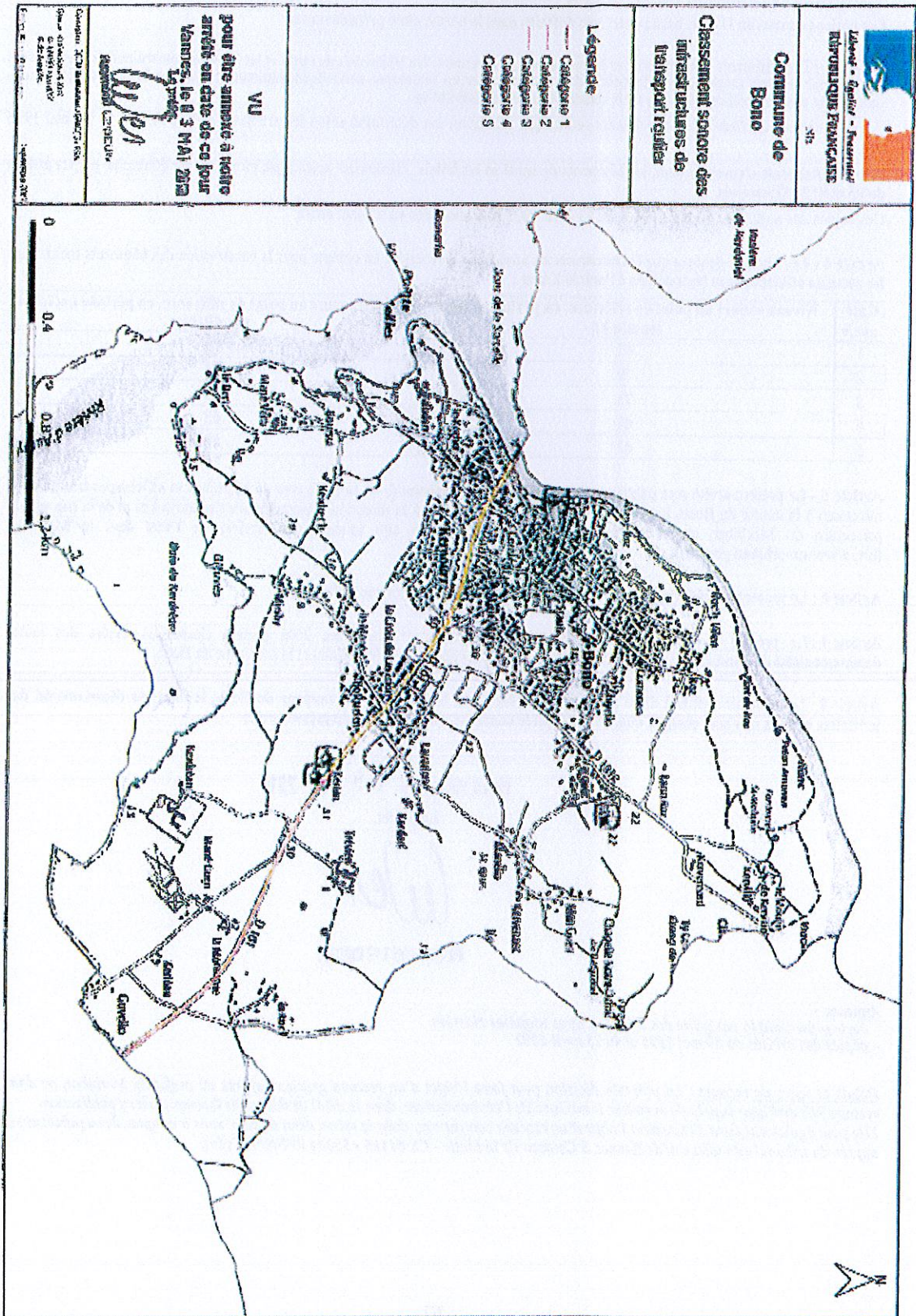
Le préfet,



RAYMOND LE DEUN

Annexes :
- carte présentant la catégorie des infrastructures routières classées,
- copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 25 avril 2003

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Morbihan ou d'un recours hiérarchique auprès de monsieur le ministre de l'environnement, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire directement l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 RENNES Cedex.



COMMUNE DE LE BONO

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Objet	Désignation	Référence législative et réglementaire en vigueur	Service public concerné	Référence au plan
Servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement	Canalisation publique d'eau et d'assainissement concerne tout le territoire communal (pas de trame spécifique)	Articles L. 152-1, L. 152-2 et R.152-1 à R. 152-15 du code rural et de la pêche maritime	DDTM du Morbihan 1 allée du Général Le Troadec BP 520 56019 Vannes Cedex	AS
Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits	<p>AC1-1 : Chapelle ND de Bequaquerel MH inscrit le 30/06/1925</p> <p>AC1-2 : Dénodement de la chapelle de Ste Avoya de la commune de Plumereh MH classé le 28/06/1932</p> <p>AC1-3 : Moulin de Kerhivo MH inscrit le 21/09/1967</p> <p>AC1-4 : Allée couverte sous tumulus, dolmen du Rocher MH classé sur liste de 1989</p> <p>AC1-5 : Sépultures circulaires sous terre tumulaire MH classé le 28/06/1928</p> <p>AC1-6 Le vieux pont suspendu MH inscrit le 17/11/1997</p>	<p>Concernant les mesures de classement et leurs conséquences code du patrimoine : articles L. 621-1 à L. 621-22, L. 621-29-1 à L. 621-29-8, L. 621-33 et articles R. 621-1 à R. 621-92, R. 621-69 à R. 621-91 et R. 621-97.</p> <p>Concernant les mesures d'inscription et leurs conséquences code du patrimoine : articles L. 621-25 à L. 621-29, L. 621-29-1 à L. 621-29-8, L. 621-33 et articles R. 621-53 à R. 621-68, R. 621-69 à R. 621-91 et R. 621-97.</p> <p>Concernant l'édicte à classé et les périmètres de protection (500m, PPA et PPM) code du patrimoine : articles L. 621-30, L. 621-31 et L. 621-31 et articles R. 621-92 à R. 621-96</p>	STAPUDAP du Morbihan Petit Hôtel de Limur 31 rue Thiers 56000 Vannes	AC1

Objet	Désignation	Référence législative et réglementaire en vigueur	Service public concerné	Référence au plan
Service relative aux sites classés ou inscrits	Site du Galla du Morbihan	Articles L. 341-1 à L. 341-15-1 et R. 341-1 et suivants du code de l'environnement	STAPUDAP du Morbihan Petit Hôtel de Limur 31 rue Thiery 56000 Vannes	AC2
Périmètres de protection installés autour des établissements de conchyliculture et des gisements coquilliers pour la protection des eaux potables et les établissements ostréicoles	Concernes tout le territoire communal	Article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur la protection des eaux potables et les établissements ostréicoles	ARS de Bretagne Délégation du Morbihan Pôle Santé Environnement 32 Bd de la Résistance CS 72283 56008 Vannes Cedex	AS2
Service de passage des pèlerins sur le littoral	Sentier pédonnier	Articles L. 121-31 à L. 121-37 et R. 121-9 à R. 121-32 au code de l'urbanisme. Ainsi que pour l'ouïre-mer : les articles L. 121-51 et R. 121-37 à R. 121-43 du même code	DOTM63 / SAMEL 1 Bd Adolphe Pierre 56204 Lorient Cedex	EL3

Objet	Désignation	Référence législative et réglementaire en vigueur	Service public concerné	Référence au plan
Périmètre de servitude autour d'une ligne électrique aérienne ou souterraine	Réseau de distribution	Loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12 bis) modifiée loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 299) loi n° 46-628 du 8 août 1946 (art. 35) modifiée Décret n° 67-986 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4) Décret n° 70-492 du 1 juin 1970 modifié.	ENEDIS - Service DT DICT 64, boulevard Voltaire - BP 90837 35008 RENNES Cedex	14
Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	- Station de Baston décret du 29/01/1993 Zone de protection R= 1500m	Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques, - Article L. 5113-1 du code de la défense, - Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques, - Arrêté du 21 août 1953 relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique	Consultation Faisceaux-Farziens marc@faisceaux-farziens.fr marc@faisceaux-farziens.fr Toulouse	PT1

Données fournies par les gestionnaires.
Document établi en octobre 2017

LE BONO - ANNULATION SPPL PARCELLE AT001

